

L'avis de l'experte

Marginalisés, les Bédouins du Sinaï virent islamistes

Une amélioration de la situation sécuritaire dans la péninsule dépendra d'une renégociation du contrat social entre les Bédouins du Sinaï et les autorités centrales égyptiennes

La péninsule du Sinaï, longtemps une zone tampon entre l'Égypte et Israël, s'est transformée en véritable champ de bataille. Le plus récent attentat à Al-Arish au nord-est le 10 mars a laissé deux personnes mortes et une trentaine de blessés. Mais, depuis 2013, cela n'est que le dernier d'une série d'attentats qui furent même plus meurtriers et qui ciblent de plus en plus l'armée et les forces de sécurité égyptiennes. L'ampleur et la fréquence des attaques illustrent le défi auquel le gouvernement égyptien est aujourd'hui confronté.

Le groupe salafiste djihadiste le plus capable et le plus prolifique sur le plan opérationnel dans la péninsule, Ansar Bayt al-Maqdis (Partisans de Jérusalem), est censé être derrière les plus sévères attaques récentes. Le groupe a prêté allégeance à l'Etat islamique en novembre 2014, se rebaptisant «Province du Sinaï». Même avant son association avec l'Etat islamique, le groupe a recruté au

La péninsule n'a jamais été bien intégrée au reste de l'Égypte. Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, son isolement n'est pas seulement physique

Moyen-Orient au sens large, y compris le champ de bataille syrien. Les autorités égyptiennes craignent que le groupe puisse profiter du soutien de l'Etat islamique en Syrie et en Irak, et de sa franchise en Libye, non seulement par la provision de militants mais aussi d'armes et d'expertise.

Si la situation dans la péninsule s'est visiblement aggravée après la chute d'Hosni Moubarak en 2011 et le renversement de Mohamed Morsi en 2013, devenant même plus inquiétante en raison de la présence d'une franchise de l'Etat islamique, les racines du militantisme dans le Sinaï remontent plus loin dans l'histoire. Le Sinaï offre un terrain fertile pour l'émergence des groupes



Lisa Watanabe

Chercheuse au Center for Security Studies de l'ETH à Zurich

salafistes djihadistes depuis plus de dix ans, cela en raison de la marginalisation politique de la population locale et de l'érosion de la mainmise de l'Etat central sur l'autorité dans la péninsule.

La péninsule n'a jamais été bien intégrée au reste de l'Égypte. Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, son isolement n'est pas seulement physique. Les Bédouins, qui représentent 70% de la population locale, ont plus d'affinités avec les peuples qui habitent dans les terres à l'est qu'avec le reste des Égyptiens. Certaines tribus bédouines du Sinaï habitent en effet aussi à Gaza et en Israël. Cela, associé à l'occupation israélienne du Sinaï de 1967 jusqu'au retrait complet d'Israël en 1982, a poussé les autorités du Caire à regarder les Bédouins du Sinaï avec méfiance, leur interdisant de travailler dans l'armée et les services de sécurité.

La marginalisation des Bédouins du Sinaï a aussi été provoquée par l'incapacité des gouvernements égyptiens à répondre à leurs besoins socio-économiques. Les plans de développement de la région sous Anouar el-Sadate ont été en grande partie abandonnés sous Moubarak, à l'exception du développement de stations balnéaires sur la côte du golfe d'Aqaba, comme Charm el-Cheikh. Mais les Bédouins locaux considéraient ces derniers comme bénéficiant des Égyptiens du territoire continental. Les Bédouins ont également vu le développement de la partie nord du Sinaï avec la création d'agrobusiness et du gazoduc vers Israël et la Jordanie comme un moyen d'exploiter leurs terres sur lesquelles ils n'ont eux-mêmes pas de droit de propriété.

Largement exclus de l'économie officielle et sans le droit de cultiver légalement les terres, les Bédouins ont développé une économie parallèle dans le Sinaï, transportant des drogues et des produits de contrebande vers Gaza par un réseau de tunnels. Les principales tribus à cheval sur la frontière avec Gaza dominaient ce commerce illégal. Suite au retrait d'Israël de Gaza en 2005 et son blocus de Gaza en 2007, la contrebande dans le Sinaï a visiblement augmenté. En 2009, le commerce illégal avec Gaza est devenu la source de revenu principale des Bédouins, avec des

routes commerciales allant jusqu'à la Libye et au Soudan.

Les griefs des Bédouins, leur marginalisation politique et une antipathie grandissante pour Israël les ont rendus vulnérables à l'islam radical. Un moment décisif de leur radicalisation a été la répression de réseaux islamistes militants dans le Sinaï après les attentats de 2004 dans les stations balnéaires de Taba et Nuweiba et l'attentat de 2005 à Charm el-Cheikh. Le retrait d'Israël de Gaza en 2005 a aussi accéléré la radicalisation des Bédouins locaux, au même titre que le blocus israélien de Gaza en 2007. Plus les Bédouins sont devenus dépendants de la contrebande vers Gaza, plus ils sont aussi tombés sous l'influence idéologique du Hamas et des groupes salafistes djihadistes basés à Gaza. Un certain nombre de salafistes antérieurement basés à Gaza sont en outre arrivés dans le Sinaï en conséquence de la répression par le Hamas de groupes salafistes djihadistes dans le territoire.

Les griefs des Bédouins, leur marginalisation politique et une antipathie grandissante pour Israël les ont rendus vulnérables à l'islam radical

Suite au départ de Moubarak, les Bédouins locaux ont renforcé leur autorité dans le Sinaï. Après des confrontations avec des Bédouins armés, le personnel des forces de la sécurité centrale a abandonné un certain nombre de ses postes, et des dépôts d'armes et de munitions dans le nord du Sinaï ont aussi été pillés. L'effondrement du régime libyen a accru la quantité et la sophistication des armes passées en contrebande dans la région. En outre l'absence de présence d'une autorité centrale a permis à un certain nombre de Bédouins empiriques après les attentats de 2004 et 2005 de s'évader de prison et de redevenir actifs. Depuis 2011, les

autorités centrales ont essayé de rétablir leur présence dans le Sinaï, employant des mesures à la fois politiques et militaires, sans un vif succès.

Après le coup d'Etat de 2013, les nouvelles autorités du Caire ont adopté une stratégie plus agressive qui a suscité des arrestations en masse et des mesures de sécurité sévères. En octobre 2014, le gouvernement a imposé un couvre-feu et un état d'urgence. De plus, des maisons dans la région frontalière entre le Sinaï et Gaza ont été détruites pour créer une zone tampon de 14 km de long et d'un demi-kilomètre de large. L'armée a donné à quelque 800 ménages 48 heures pour quitter leurs maisons avant de les détruire. Bien que les attaques contre les autorités égyptiennes aient diminué en 2014, les méthodes du gouvernement actuel risquent d'accroître le militantisme des Bédouins à long terme.

La perspective est rendue même plus sombre puisque la population reste marginalisée sur le plan politique et dépendante d'activités illégales sur le plan économique. En fin de compte, une amélioration de la situation sécuritaire dans la péninsule dépendra d'une renégociation du contrat social entre les Bédouins du Sinaï et les autorités centrales. Cependant, le mauvais état des finances publiques égyptiennes et les innombrables défis auxquels doit faire face le pays cependant signifient que les besoins du Sinaï pourraient continuer d'être négligés. Les pays cherchant à soutenir la transition de l'Égypte et la stabilité dans la région, dont la Suisse, pourraient jouer un rôle vital en soutenant des initiatives de dialogue local et en stimulant un développement durable, dont bénéficieraient les Bédouins locaux.

Le Center for Security Studies de l'ETH à Zurich possède sa page web: www.css.ethz.ch

Incidences

La Suisse au centre d'un cercle de feu



François Nordmann

Au début du millénaire, l'Europe apparaissait comme un continent libre, pacifié, prospère, sûr et stable comme rarement dans son histoire. L'Union européenne s'est dotée d'une stratégie qui reflétait les progrès accomplis depuis la fin de la guerre. Elle était à la veille d'accueillir en son sein la moitié de l'Europe dont elle avait été séparée depuis soixante ans. Elle s'ouvrait également aux autres pays avec une politique de voisinage vers le Sud, un partenariat à l'Est et des espaces privilégiés de coopération avec la Russie. Son ambition, comme l'a déclaré Romano Prodi, alors président de la Commission, était d'entourer l'Europe d'un cercle d'amis.

Aujourd'hui la situation s'est détériorée sur tous les fronts. Le cercle d'amis s'est transformé en un cercle de feu, comme l'a relevé récemment Carl Bildt, l'ancien premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Suède.

Une double menace pèse sur l'Europe, à l'Est et au Nord, avec une Russie révisionniste et autoritaire, qui cherche à diviser l'Europe et à exploiter ses faiblesses; au Sud avec la montée du terrorisme, de l'instabilité et de la répression dans un large espace allant du nord de l'Afrique au Moyen-Orient.

Le rapport sur la sécurité de la Suisse en 2015, que le Service de renseignement de la Confédération vient de publier, présente une analyse convergente avec celle de l'homme d'Etat suédois. Le rapport a mis l'accent sur le problème de la Russie en 2013. Cette année, il se concentre sur les risques liés au djihadisme, qui peuvent aussi toucher la Suisse, notamment du fait du retour au pays de combattants endoctrinés, formés et aguer-

ris, susceptibles de fomenter des attentats.

Cependant le rapport s'attache d'abord à décrire «un environnement stratégique en mutation»: le paysage politico-sécuritaire de la Suisse se modifie durablement du fait de la guerre en Ukraine. Les évolutions en cours au Proche et Moyen-Orient constituent un défi majeur, ne serait-ce que parce qu'il est difficile d'en prévoir le cours.

La crise qui couvait en Ukraine depuis un certain temps s'est accélérée: «son intégrité territoriale a été violée, et elle se trouve au bord de la scission». La principale raison de cette évolution réside dans le fait que «la Russie a surmonté la période de faiblesse qu'elle a connue il y a vingt-cinq ans [...] et qu'elle n'accepte plus l'actuelle répartition du pouvoir en Europe». L'Ukraine est considérée comme le principal théâtre d'un af-

Cependant la Suisse devra repenser sa relation avec la Russie et par voie de conséquence avec l'OTAN

frontement avec l'Ouest pour «gagner des zones d'influence». A l'inverse, l'Occident commence à résister à l'expansion de l'influence russe. On aborde donc une nouvelle phase dans la longue histoire du conflit Est-Ouest.

Pour le service de renseignement, le renforcement de la Russie sur le continent européen est un phénomène durable. Il s'appuie sur l'appareil d'Etat, construit par Poutine depuis quinze ans et qui s'avère solide. La population russe accepte la politique de puissance de son président, dût-elle en souffrir sur le plan économique. Elle ne commencera à murmurer que si le prix du pétrole reste au bas niveau actuel pendant une période prolongée.

La force de la résistance qui se fait jour en Europe dépendra en fin de compte de la

réaction à long terme des Etats-Unis. Pour l'heure, ceux-ci misent sur une dissuasion militaire crédible sur la frontière orientale de l'OTAN. Des moyens économiques et politiques envisagés mis en œuvre pour empêcher le retour d'une influence russe dominante en Ukraine et dans les autres pays de la région non membres de l'OTAN. On peut dès lors se demander si l'on va vers «la formation de zones d'influence concurrentes sur le continent européen». En tout cas, l'idée d'une sphère de prospérité de Lisbonne à Vladivostok envisagée jadis paraît bien compromise. Ou bien l'Occident sentent avec la Russie sur l'étendue des zones d'influence respectives, ou bien l'on assistera à une lente et dangereuse escalade plus ou moins contrôlée.

Cette dernière hypothèse comporte des risques accrus pour l'environnement stratégique de la Suisse. Une confrontation stratégique durable entre l'Occident et la Russie, sur le triple plan politique, économique et militaire peut entraîner, au-delà de l'Ukraine et de ses pays voisins, la Biélorussie et la Moldavie, les pays Baltes et les Balkans occidentaux, selon la ligne de fracture existant pendant la Guerre froide. Déstabilisation plus ou moins systématique et opérations de guerre «hybrides» peuvent résulter en une militarisation accrue de ces régions. Le recours à la violence armée pour régler des conflits politiques a pour effet de raccourcir la période d'alerte dont l'armée suisse croyait disposer.

En fait, l'analyse du Département de la défense a le mérite de mettre en lumière la responsabilité de la Russie dans la situation actuelle en Ukraine, et de souligner que la tension Est-Ouest renouvelée s'inscrit dans le long terme. Certes, la Suisse est relativement éloignée du théâtre d'opérations et n'est de ce fait pas exposée au danger. Cependant elle devra repenser sa relation avec la Russie et par voie de conséquence avec l'OTAN.

Ces facteurs seront sans doute pris en compte dans la nouvelle stratégie de politique étrangère et dans le rapport sur la politique de sécurité 2016 que le Conseil fédéral présentera l'année prochaine.

Vous et nous

Vous écrivez



Fukushima, quatre ans déjà

Heinz Gasser, St-Légier (VD)

Chacun a le bon droit d'être nostalgique de l'énergie nucléaire, cette énergie si dangereuse du siècle passé. Mais de réduire les conséquences de la catastrophe de Fukushima à l'affirmation qu'elle «n'a fait périr personne pour des raisons d'irradiation», comme le fait M. de Reyff dans sa lettre de lecteur du 21 avril 2015, c'est au moins très cynique. Et c'est une gifle impardonnable pour tous ces Japonais qui souffrent encore de cette catastrophe. Parmi ses conséquences: des dizaines de milliers de familles évacuées qui ne pourront plus jamais revenir dans leurs maisons situées dans la zone irradiée à jamais. Et d'autres dizaines de milliers d'habitants qui continuent à vivre dans des zones où la radioactivité est bien plus élevée que la norme internationale [...]. Des nouveaux cas de cancers de la thyroïde découverts chez des enfants de Fukushima [...]. Tous ces faits dramatiques, M. de Reyff préfère les taire afin de pouvoir promouvoir l'énergie nucléaire? N'oublions pas Fukushima, car un accident nucléaire grave peut aussi arriver chez nous!

Une télévision privée veut faire du profit

Bernard van Baalen, Grand Lancy (GE)

A propos du débat sur la télévision de service public (LT du 31.03.2015). Faut-il rappeler qu'une télévision privée est destinée à faire du profit pour ses investisseurs et que la TV publique fait une production sans autre bénéfice que celui qui est réinvesti dans ses produits. Une télévision privée vend des téléspectateurs à des annonceurs en les attirant par des programmes entre les blocs publicitaires. La télévision de service public offre des programmes – parfois sponsorisés par de la publicité c'est vrai – qui sont suffisamment diversifiés pour atteindre tous les publics, même des publics de niche, en vertu d'un choix culturel, sociétal représentant la diversité des personnes qui le veulent ou pas contribuent à son financement. Les seuls bénéficiaires sont les téléspectateurs. Les TV privées se payent des clubs de foot, leurs propriétaires des salaires de ministres (les modestes) [...]. Cela n'a rien à voir avec les décisions soumises à votation contrairement à ce que tentent de nous expliquer les médiaticiens politiques qui y ont aussi leurs intérêts politique et démagogique.